

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/200854]

23 JANVIER 2014. — Décret relatif à la reconnaissance et au subventionnement des associations environnementales et modifiant le Livre I^{er} du Code de l'Environnement et le décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. A l'article D.25 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, les mots « l'article 29 » sont remplacés par les mots « l'article D.28-1 ».

Art. 2. L'article D.29 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.28-1. Il est institué un comité d'accompagnement dont la mission est d'assurer la cohérence et l'évaluation des activités dispensées dans les C.R.I.E. et de conseiller le Gouvernement dans le cadre de la procédure d'agrément. Le Gouvernement arrête la composition et les modalités de fonctionnement de ce dernier. »

Art. 3. Dans la partie III du même Code, il est inséré un titre II/1 intitulé « Reconnaissance et subventionnement structurel des associations environnementales ».

Art. 4. Dans la partie III, titre II/1, du même Code, il est inséré un chapitre I^{er} intitulé « Dispositions générales ».

Art. 5. Dans le chapitre I^{er} inséré par l'article 4, il est inséré un article D.28-2 rédigé comme suit :

« Art. D.28-2. Le présent titre a pour objet le développement de l'action associative dans le champ de la protection de l'environnement, de l'amélioration de l'état de l'environnement, de l'éducation à l'environnement et de la sensibilisation à l'environnement.

Il est instauré un système de reconnaissance des associations environnementales et de subventionnement structurel de ces dernières. »

Art. 6. Dans le chapitre I^{er} inséré par l'article 4, il est inséré un article D.28-3 rédigé comme suit :

« Art. D.28-3. Au sens du présent titre, il faut entendre par :

1^o « association » : groupement de personnes physiques ou morales qui n'est pas voué à l'enrichissement de ses associés;

2^o « plan d'actions environnementales » : plan reprenant l'ensemble des actions envisagées par l'association environnementale qui tend à la protection de l'environnement, à l'amélioration de l'état de l'environnement, à l'éducation à l'environnement et à la sensibilisation à l'environnement;

3^o « comité d'accompagnement » : le comité d'accompagnement constitué conformément à l'article D.28-18. »

Art. 7. Dans la partie III, titre II/1, du même Code, il est inséré un chapitre II intitulé « Reconnaissance des associations environnementales ».

Art. 8. Dans la partie III, titre II/1, chapitre II, du même Code, il est inséré une section 1^{re} intitulée « Conditions d'octroi ou de renouvellement de la reconnaissance ».

Art. 9. Dans la section 1^{re} insérée par l'article 8, il est inséré un article D.28-4 rédigé comme suit :

« Art. D.28-4. La reconnaissance est accordée pour une durée de six ans par le Gouvernement pour une des catégories suivantes :

1^o fédération ou réseau;

2^o association régionale;

3^o association locale. »

Art. 10. Dans la section 1^{re} insérée par l'article 8, il est inséré un article D.28-5 rédigé comme suit :

« Art. D.28-5. Seules les associations qui répondent aux conditions générales suivantes peuvent être reconnues par le Gouvernement en tant qu'association environnementale :

1^o avoir pour objet principal la protection de l'environnement, l'amélioration de l'état de l'environnement, l'éducation à l'environnement ou la sensibilisation à l'environnement;

2^o avoir son centre d'opération en Belgique et exercer régulièrement des actions ayant pour objet la protection de l'environnement, l'amélioration de l'état de l'environnement, l'éducation à l'environnement ou la sensibilisation à l'environnement sur le territoire de la Région wallonne;

3^o ne pas avoir été condamnée en vertu d'une décision de justice coulée en force de chose jugée pour avoir marqué une hostilité manifeste vis-à-vis des principes démocratiques énoncés par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et ne pas avoir été pénalement condamnée, en vertu d'une décision de justice coulée en force de chose jugée, pour avoir contrevenu aux principes de la démocratie tels qu'énoncés notamment par la Constitution, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie, par le décret de la Région wallonne du 6 novembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination, et par le décret de la Communauté française du 12 décembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination;

4^o compter au moins trois ans d'activités relatives à l'objet principal au moment de l'introduction de la demande de reconnaissance;

5^o tenir une comptabilité permettant le contrôle financier de l'affectation des subventions.

Le Gouvernement peut imposer en la matière un plan comptable et des règles comptables particulières;

6^o souscrire une assurance en responsabilité civile couvrant l'ensemble des dommages pouvant résulter de son activité, de celui de son personnel ou de ses bénévoles. »

Art. 11. Dans la section 1^{re} insérée par l'article 8, il est inséré un article D.28-6 rédigé comme suit :

« Art. D.28-6. Pour être reconnue en tant que « Fédération ou Réseau », l'association satisfait aux conditions supplémentaires suivantes :

1^o offrir des services à ses membres ou au public et organiser au minimum 30 actions par an qui tendent à la protection de l'environnement, à l'amélioration de l'état de l'environnement, à l'éducation à l'environnement et à la sensibilisation à l'environnement ouvertes à ses membres ou au public;

2^o exercer une mission de représentation des associations, notamment dans les commissions et conseils consultatifs mis en place par la Région wallonne;

3^o compter un minimum de 30 associations reconnues en tant qu'associations environnementales membres actives sur le territoire de la Région wallonne;

4° exercer des actions sur l'ensemble du territoire de la Région wallonne. »

Art. 12. Dans la section 1^{re} insérée par l'article 8, il est inséré un article D.28-7 rédigé comme suit :

« Art. D.28-7. Pour être reconnue en tant qu'« association régionale », l'association satisfait aux conditions supplémentaires suivantes :

1° organiser au minimum 20 actions par an qui tendent à la protection de l'environnement, à l'amélioration de l'état de l'environnement, à l'éducation à l'environnement et à la sensibilisation à l'environnement ouvertes à ses membres ou au public;

2° exercer des actions sur l'ensemble du territoire de la Région wallonne;

3° axer ses actions autour d'une ou de plusieurs thématiques identifiables déterminées par le Gouvernement. »

Art. 13. Dans la section 1^{re} insérée par l'article 8, il est inséré un article D.28-8 rédigé comme suit :

« Art. D.28-8. Pour être reconnue pour la catégorie « association locale », l'association satisfait aux conditions suivantes :

1° organiser au minimum 5 actions qui tendent à la protection de l'environnement, à l'amélioration de l'état de l'environnement, à l'éducation à l'environnement et à la sensibilisation à l'environnement par an ouvertes à ses membres ou au public;

2° exercer ses actions sur le territoire d'une ou plusieurs communes de la Région wallonne. »

Art. 14. Dans la partie III, titre II/1, chapitre II, du même Code, il est inséré une section 2 intitulée « Procédure d'octroi ou de renouvellement de la reconnaissance ».

Art. 15. Dans la section 2 insérée par l'article 14, il est inséré un article D.28-9 rédigé comme suit :

« Art. D.28-9. § 1^{er}. Le Gouvernement reconnaît en tant qu'association environnementale l'association qui en fait la demande et qui répond aux conditions énumérées dans la section 1^{re}.

Cette demande de reconnaissance peut être introduite conjointement par plusieurs associations suivant les modalités déterminées par le Gouvernement.

Le contenu minimal de la demande et le formulaire de demande sont fixés par le Gouvernement.

§ 2. Le Gouvernement arrête la procédure d'octroi, de refus et de renouvellement de la reconnaissance dans le respect des principes suivants :

1° la demande de reconnaissance est introduite via le guichet unique visé à l'article D.28-10;

2° la demande de reconnaissance est introduite dans le courant du premier trimestre de chaque année;

3° le Gouvernement détermine les avis préalables requis;

4° le Gouvernement décide soit d'octroyer à l'association une reconnaissance pour une durée de six ans, soit de refuser la reconnaissance. Au terme de la troisième année de reconnaissance, l'association environnementale transmet une déclaration sur l'honneur attestant du maintien des conditions de reconnaissance;

5° un recours, le cas échéant en reconsidération, est organisé auprès du Gouvernement contre la décision de refus de reconnaissance.

Le Gouvernement arrête les modalités et la procédure de recours comprenant notamment une audition de l'association demanderesse. »

Art. 16. Dans la section 2 insérée par l'article 14, il est inséré un article D.28-10 rédigé comme suit :

« Art. D.28-10. Un guichet unique informatisé est créé pour gérer les demandes de reconnaissance des associations environnementales, de renouvellement de leur reconnaissance et leur subventionnement.

Le guichet unique informatisé utilisera des techniques informatiques qui :

1° garantissent l'origine et l'intégrité du contenu de l'envoi au moyen de techniques de sécurisation adaptées;

2° permettent d'identifier correctement l'expéditeur et de capturer correctement le moment d'envoi;

3° prévoient que l'expéditeur, le cas échéant à sa demande, reçoit une preuve du dépôt et/ou de la délivrance de l'envoi au destinataire.

La Banque-Carrefour d'échange de données prévue par l'accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté française du 23 mai 2013 portant sur le développement d'une initiative commune en matière de partage de données et sur la gestion conjointe de cette initiative approuve ces techniques informatiques.

La communication qui répond aux conditions prévues à l'alinéa 3 a la même force probante qu'une lettre recommandée.

Le Gouvernement peut préciser les modalités de mise en œuvre du guichet unique. »

Art. 17. Dans la partie III, titre II/1, du même Code, il est inséré un chapitre III intitulé « Subventionnement structurel des associations environnementales ».

Art. 18. Dans le chapitre III inséré par l'article 17, il est inséré un article D.28-11 rédigé comme suit :

« Art. D.28-11. § 1^{er}. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement peut accorder aux associations reconnues en tant qu'associations environnementales et constituées sous forme d'associations au sens de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations ou sous forme de sociétés à finalité sociale au sens des articles 661 et suivants du Code des sociétés une subvention structurelle pluriannuelle. Le Gouvernement fonde sa décision d'octroi ou de refus d'octroi sur les critères suivants :

1° la qualité du plan d'actions environnementales ou du plan d'actions environnementales coordonnées;

2° l'adéquation de la subvention demandée avec le plan d'actions environnementales ou le plan d'actions environnementales coordonnées;

3° la capacité de l'association à réaliser le plan d'actions environnementales ou des associations à réaliser le plan d'actions environnementales coordonnées.

Les critères d'octroi ou de refus peuvent être complétés ou précisés par le Gouvernement.

§ 2. La subvention couvre les frais de fonctionnement liés à la réalisation d'un plan d'actions environnementales ou d'un plan d'actions environnementales coordonnées. Les frais de fonctionnement sont notamment constitués des coûts inhérents à l'engagement et à la gestion du personnel, à la formation, à la gestion administrative et comptable, aux frais informatiques, d'évaluation, de documentation, de logistique, de communication, d'équipement de bureau et de rédaction du rapport d'activités et du rapport général de mise en œuvre.

La subvention ne peut couvrir des frais de fonctionnement déjà couverts par une autre subvention.

Le montant de cette subvention peut être indexé annuellement sur base de l'indice des prix à la consommation.

Le Gouvernement détermine le mode de calcul de la subvention sur une base forfaitaire. »

Art. 19. Dans le chapitre III inséré par l'article 17, il est inséré un article D.28-12 rédigé comme suit :

« Art. D.28-12. § 1^{er}. Le Gouvernement arrête la procédure d'octroi et de refus de subventions dans le respect des principes suivants :

1° la demande de subvention est introduite par le biais du guichet unique visé à l'article D.28-10;

2° la demande de subvention visée au 1° peut être introduite par l'association reconnue en tant que fédération ou réseau pour elle-même ainsi que pour les associations reconnues en tant qu'associations environnementales qui la composent moyennant l'accord de celles-ci;

3° le Gouvernement détermine les avis préalables requis;

4° le Gouvernement décide soit d'octroyer à l'association une subvention pour une durée de trois ans, soit de refuser le subventionnement;

5° un recours, le cas échéant en reconsidération, est organisé auprès du Gouvernement contre la décision relative au subventionnement structurel.

§ 2. Le contenu minimal de la demande et le formulaire de demande sont fixés par le Gouvernement en respectant le prescrit des alinéas 2 à 5.

La demande de subvention comprend un plan d'actions environnementales. Le plan d'actions environnementales identifie au minimum les objectifs que l'association se fixe pour la période couverte par la subvention et comprend un descriptif et la nature des actions envisagées, un calendrier de la mise en œuvre des activités, une répartition des charges entre les membres du personnel et un budget prévisionnel. Le contenu du plan d'actions environnementales peut être précisé et complété par le Gouvernement.

Le plan d'actions environnementales coordonnées remplace le plan d'actions environnementales visé à l'alinéa 2 lorsqu'une association reconnue en tant que fédération ou réseau introduit une demande de subvention en vertu du paragraphe 1^{er}, 2°.

Le plan d'actions environnementales coordonnées identifie au minimum les objectifs qui tendent à la protection de l'environnement, à l'amélioration de l'état de l'environnement, à l'éducation à l'environnement et à la sensibilisation à l'environnement que chaque association visée par la demande se fixe pour la période couverte par la subvention. Il comprend au minimum, pour chaque association visée par la demande introduite en vertu du paragraphe 1^{er}, 2°, un descriptif des actions envisagées et de leur nature, un calendrier de la mise en œuvre des activités, une répartition des charges entre les membres du personnel et un budget prévisionnel.

Le contenu du plan d'actions environnementales coordonnées peut être complété et précisé par le Gouvernement.

La demande de subvention précise les thématiques environnementales pour lesquelles la subvention est sollicitée. »

Art. 20. Dans le chapitre III inséré par l'article 17, il est inséré un article D.28-13 rédigé comme suit :

« Art. D.28-13. Le Gouvernement arrête les modalités de liquidation de la subvention structurelle pluriannuelle, en prévoyant notamment :

1° une première tranche de 30 %, le 1^{er} janvier qui suit la date de notification de la décision d'octroi de la subvention (année n);

2° une deuxième tranche de 30 % au plus tôt le 1^{er} janvier de l'année n+1 et sur la base d'un rapport d'activités et de justificatifs de l'utilisation de 70 % de la première tranche;

3° une troisième tranche de 30 % au plus tôt le 1^{er} janvier de l'année n+2 et sur la base d'un rapport d'activités et de justificatifs de l'utilisation de 70 % de l'ensemble du montant déjà perçu;

4° le solde, soit 10 %, sur la base d'un rapport général de mise en œuvre, d'une déclaration de créance certifiée sincère et véritable et d'un état récapitulatif exact des dépenses et des recettes, accompagné des pièces justificatives et preuves de paiement.

Pour les subventions inférieures à 2.500 euros, les associations environnementales sont dispensées de la transmission des justificatifs visés à l'alinéa 1^{er}, 2° et 3°, et des pièces justificatives et preuves de paiement visées à l'alinéa 1^{er}, 4°, moyennant la transmission d'une déclaration sur l'honneur dont le contenu est déterminé par le Gouvernement. L'association environnementale qui justifie ses dépenses via une déclaration sur l'honneur est tenue de conserver les pièces probantes pendant cinq ans. Le Gouvernement est habilité à adapter le montant visé et à préciser les modalités entourant cette dispense. »

Art. 21. Dans la partie III, titre II/1, du même Code, il est inséré un chapitre IV intitulé « Evaluation et contrôle des associations reconnues et subventionnées et retrait de la reconnaissance ou du subventionnement ».

Art. 22. Dans la partie III, titre II/1, chapitre IV, du même Code, il est inséré une section 1^{re} intitulée « Evaluation et contrôle des associations reconnues et subventionnées ».

Art. 23. Dans la section 1^{re} insérée par l'article 22, il est inséré un article D.28-14 rédigé comme suit :

« Art. D.28-14. Le Gouvernement arrête la procédure et les modalités de contrôle des associations reconnues en tant qu'associations environnementales et bénéficiant d'une subvention en vertu du présent décret.

Un contrôle est réalisé chaque année sur la base du rapport d'activité tel que défini par le Gouvernement et du bilan comptable transmis par l'association reconnue et subventionnée.

Le contrôle porte sur :

1° le respect des conditions générales et spécifiques de reconnaissance par l'association en tant qu'association environnementale et bénéficiant d'une subvention en vertu du présent décret;

2° la mise en œuvre du plan d'actions environnementales ou du plan d'actions environnementales coordonnées. »

Art. 24. Dans la section 1^{re} insérée par l'article 22, il est inséré un article D.28-15 rédigé comme suit :

« Art. D.28-15. Au terme du plan d'actions environnementales, l'association reconnue en tant qu'association environnementale et bénéficiant d'une subvention en vertu du présent décret adresse au Gouvernement pour approbation un rapport général de mise en œuvre destiné à évaluer le plan d'actions environnementales.

Au terme du plan d'actions environnementales coordonnées, l'association reconnue en tant que fédération ou réseau et bénéficiant d'une subvention en vertu du présent décret adresse au Gouvernement pour approbation un rapport général de mise en œuvre destiné à évaluer le plan d'actions environnementales coordonnées.

Le rapport général de mise en œuvre approuvé est transmis au Comité d'accompagnement et à l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique.

La forme et le contenu minimal du rapport et la procédure d'approbation du rapport sont définis par le Gouvernement. »

Art. 25. Dans la partie III, titre II/1, chapitre IV, du même Code, il est inséré une section 2 intitulée « Retrait et suspension de la reconnaissance ou du subventionnement ».

Art. 26. Dans la section 2 insérée par l'article 25, il est inséré un article D.28-16 rédigé comme suit :

« Art. D.28-16. § 1^{er}. Lorsque le Gouvernement constate qu'une association ne respecte pas ou plus les conditions d'octroi de la reconnaissance ou du subventionnement, il adresse à l'association, par envoi recommandé ou par tout autre moyen donnant date certaine à l'envoi et à la réception de l'acte déterminé par le Gouvernement, un avertissement et lui indique le délai endéans lequel elle doit satisfaire aux conditions d'octroi de reconnaissance et/ou du subventionnement.

Le Gouvernement peut suspendre l'octroi des subventions durant cette période.

L'association reconnue est invitée à faire valoir ses moyens de défense avant toute décision de suspension.

§ 2. Si à l'expiration du délai imparti l'association ne s'est pas conformée, le Gouvernement procède au retrait de la reconnaissance ou au retrait de la subvention. Le retrait de la reconnaissance engendre le retrait de la subvention structurelle sans préjudice du montant de la subvention structurelle déjà liquidé. L'association reconnue est invitée à faire valoir ses moyens de défense avant toute décision de retrait.

La décision portant retrait de la reconnaissance ou du subventionnement est notifiée à l'association par envoi recommandé avec accusé de réception ou tout autre moyen de droit donnant date certaine à l'envoi et à la réception de l'acte. Le Gouvernement est habilité à préciser les modalités et la procédure de retrait. »

Art. 27. Dans la partie III, titre II/1, du même Code, il est inséré un chapitre V intitulé « De l'évaluation et du Comité d'accompagnement ».

Art. 28. Dans le chapitre V inséré par l'article 27 il est inséré un article D.28-17 rédigé comme suit :

« Art. D.28-17. § 1^{er}. L'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique est chargé de réaliser, pour le Comité d'accompagnement :

1° des indicateurs d'évaluation de la mise en œuvre du décret;

2° une évaluation globale des plans d'actions environnementales et des plans d'actions environnementales coordonnées des associations reconnues en tant qu'associations environnementales et bénéficiant d'une subvention en vertu du présent décret.

Les moyens financiers requis pour cette mission sont pris en considération dans la subvention visée à l'article 17, 2°, du décret du 4 décembre 2003 relatif à la création de l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique.

§ 2. Un Comité d'accompagnement est créé, auprès du Gouvernement.

Il a pour missions, sur base des outils fournis par l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique, notamment de :

1° réaliser l'évaluation globale de la mise en œuvre du décret;

2° entretenir le dialogue entre les parties prenantes au décret;

3° formuler, d'initiative ou à la demande du Gouvernement, tout avis, recommandation ou proposition relatif à la mise en œuvre du décret.

Le Gouvernement peut compléter les missions attribuées au Comité d'accompagnement.

§ 3. Le Comité d'accompagnement compte dix membres effectifs et suppléants ainsi que cinq observateurs représentant les associations environnementales reconnues, nommés par le Gouvernement. Les membres sont :

1° un représentant de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement en charge respectivement des thématiques de l'environnement, l'agriculture et la nature et les forêts;

2° un représentant de la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie en charge respectivement des thématiques de l'aménagement du territoire et de l'énergie;

3° un représentant de la Direction générale opérationnelle Mobilité et Voies hydrauliques en charge de la mobilité;

4° un représentant de la Direction générale opérationnelle Pouvoirs locaux, Action sociale et Santé en charge de la santé environnementale;

5° un représentant du Département du Développement durable au sein du Secrétariat général du Service public de Wallonie;

6° un représentant du Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable;

7° quatre représentants du monde académique spécialisé dans la protection de l'environnement, l'amélioration de l'état de l'environnement, l'éducation à l'environnement, la sensibilisation à l'environnement, et/ou le management associatif.

§ 4. Le Gouvernement désigne parmi les membres du Comité d'accompagnement un président et un vice-président.

Les observateurs et membres visés au paragraphe 3, 7°, sont désignés après appel public à candidatures, lancé au moins trois mois avant l'échéance des mandats à pourvoir selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

Nul ne peut être désigné comme observateur s'il est membre de la Chambre des représentants, du Sénat, du Parlement européen ou d'un des Parlements régionaux et communautaires.

Nul ne peut être désigné comme observateur s'il a été condamné ou est membre d'un organisme ou d'une association qui a été condamnée, en vertu d'une décision de justice coulée en force de chose jugée, pour non-respect des principes de la démocratie tels qu'énoncés par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la Constitution, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie ou par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale. Cette interdiction cesse dix années après la décision de justice précitée, s'il peut être établi que la personne ou l'association a publiquement renoncé à son hostilité vis-à-vis des principes démocratiques énoncés par les dispositions visées à l'alinéa qui précède.

Elle cesse un an après la décision de justice précitée, si la personne a démissionné de l'association en raison de et immédiatement après la condamnation de cette dernière pour non-respect des principes démocratiques.

La durée du mandat des membres et des observateurs est fixée à six ans.

Les observateurs disposent des mêmes documents afférents aux réunions du Comité d'accompagnement que les membres effectifs. Ces documents sont transmis aux membres suppléants et aux observateurs concomitamment à leur transmission aux membres effectifs.

Les observateurs disposent d'une voix consultative.

Les observateurs bénéficient, au même titre que les membres, en matière de frais de déplacement des indemnités prévues pour les agents des services du Gouvernement en vertu du Code de la Fonction publique.

Le contenu minimal du règlement d'ordre intérieur, tel que défini par l'article 2, 1^o, du décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative peut être complété par le Gouvernement.

§ 5. Le siège du Comité d'accompagnement est situé au siège à la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement. Le secrétariat est assuré par la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement et a notamment pour mission d'organiser les réunions du Comité d'accompagnement, de préparer un projet de rapport annuel d'activités et un projet de règlement d'ordre intérieur.

§ 6. Chaque année, le Comité d'accompagnement adresse, avant le 30 septembre, au Gouvernement, un rapport d'activités. »

Art. 29. Dans la partie III, titre II/1, du même Code, il est inséré un chapitre VI intitulé « Evaluation des dispositions du titre II/1 ».

Art. 30. Dans le chapitre VI inséré par l'article 29, il est inséré un article D.28-18 rédigé comme suit :

« Art. D.28-18. Le Gouvernement procède à une évaluation du présent titre dans les cinq années à dater de son entrée en vigueur et ensuite tous les dix ans.

Les modalités de cette évaluation sont arrêtées par le Gouvernement.

Cette évaluation est communiquée par le Gouvernement au Parlement.

Le Gouvernement assure, par la voie de ses services, la publication de cette évaluation. »

Art. 31. L'article 1^{er}, 2^o, du décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative est complété par ce qui suit :

« - le Comité d'accompagnement institué par le décret du 23 janvier 2014 relatif à la reconnaissance et au subventionnement structurel des associations environnementales et modifiant le Livre I^{er} du Code de l'Environnement. »

Art. 32. A l'article 2, 8^o, du même décret, les mots « du Comité d'accompagnement institué par l'article D28-17, § 2, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement » sont ajoutés après les mots « décret du 1^{er} juillet 1993 portant création d'un Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne ».

Art. 33. Le présent décret entre en vigueur à une date déterminée par le Gouvernement et au plus tard, le 1^{er} janvier 2015 à l'exception de l'article 16.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 23 janvier 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

—
Note

(1) *Session 2013-2014.*

Documents du Parlement wallon, 925 (2013-2014). N^{os} 1 à 4.

Compte rendu intégral, séance plénière du 22 janvier 2014.

Discussion.

Vote.

—
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/200854]

23. JANUAR 2014 — Dekret über die Anerkennung und die Bezuschussung der Umweltvereinigungen und zur Abänderung des Buches I des Umweltgesetzbuches und des Dekrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - In Artikel D.25 von Buch I des Umweltgesetzbuches wird der Wortlaut "Artikel 29" durch den Wortlaut "Artikel D.28-1" ersetzt.

Art. 2 - Artikel D.29 desselben Gesetzbuches wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. D.28-1 - Ein Begleitausschuss wird eingerichtet, dessen Aufgabe es ist, die Kohärenz und die Bewertung der in den "C.R.I.E." verrichteten Arbeiten zu gewährleisten und die Regierung im Rahmen des Zulassungsverfahrens zu beraten.

Die Regierung verabschiedet die Zusammensetzung und die Modalitäten, die sich auf die Arbeitsweise des Ausschusses beziehen."

Art. 3 - In Teil III desselben Gesetzbuches wird ein Titel II/1 mit dem Titel "Anerkennung und strukturelle Bezuschussung der Umweltvereinigungen" eingefügt.

Art. 4 - In Titel III, Titel II/1 desselben Gesetzbuches wird ein Kapitel I mit dem Titel "Allgemeine Bestimmungen" eingefügt.

Art. 5 - In das durch Artikel 4 eingefügte Kapitel I wird ein Artikel D.28-2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.28-2 - Der vorliegende Titel zielt auf die Förderung der Aktionen von Vereinigungen im Rahmen des Umweltschutzes, der Verbesserung des Zustands der Umwelt, der Umwelterziehung und der Umweltsensibilisierung ab.

Ein System zur Anerkennung der Umweltvereinigungen und zur strukturellen Bezuschussung dieser Vereinigungen wird eingeführt."

Art. 6 - In das durch Artikel 4 eingefügte Kapitel I wird ein Artikel D.28-3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.28-3 - Im Sinne des vorliegenden Titels gelten folgende Definitionen:

1° "Vereinigung": Zusammenschluss natürlicher oder juristischer Personen, dessen Ziel nicht in der Bereicherung der Teilhaber Mitglieder besteht;

2° "Umweltaktionsplan": Plan, der die gesamten von der Umweltvereinigung geplanten Aktionen umfasst, und der auf den Umweltschutz, die Verbesserung des Zustands der Umwelt, die Umwelterziehung und die Umweltsensibilisierung abzielt.

3° "Begleitausschuss": der gemäß Art. D.28-18 gebildete Begleitausschuss."

Art. 7 - In Teil III, Titel II/1 desselben Gesetzbuches wird ein Kapitel II mit dem Titel "Anerkennung der Umweltvereinigungen" eingefügt.

Art. 8 - In Teil III, Titel II/1, Kapitel II desselben Gesetzbuches wird ein Abschnitt 1 mit dem Titel "Bedingungen für die Gewährung oder die Erneuerung der Anerkennung" eingefügt.

Art. 9 - In den durch Artikel 8 eingefügten Abschnitt 1 wird ein Artikel D.28-4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.28-4 - Die Regierung gewährt die Anerkennung für eine Dauer von sechs Jahren für eine der folgenden Kategorien:

1° Föderation oder Netzwerk;

2° Regionale Vereinigung;

3° Lokale Vereinigung."

Art. 10 - In den durch Artikel 8 eingefügten Abschnitt 1 wird ein Artikel D.28-5 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.28-5 - Nur jene Vereinigungen, die den folgenden allgemeinen Bedingungen nachkommen, können von der Regierung als Umweltvereinigung anerkannt werden:

1° als Hauptzweck den Umweltschutz, die Verbesserung des Zustands der Umwelt, die Umwelterziehung oder die Umweltsensibilisierung haben;

2° ihr Operationszentrum in Belgien haben und regelmäßig Aktionen durchführen, die auf den Umweltschutz, die Verbesserung des Zustands der Umwelt, die Umwelterziehung oder die Umweltsensibilisierung auf dem Gebiet der wallonischen Region abzielen;

3° nicht durch einen rechtskräftigen Beschluss verurteilt worden sein wegen einer Äußerung einer offensichtlichen Abneigung gegenüber den in der Konvention zum Schutze der Menschenrechte und Grundfreiheiten angeführten Grundsätzen der Demokratie und nicht in einem Strafverfahren durch einen rechtskräftigen Beschluss verurteilt worden sein wegen eines Verstoßes gegen die insbesondere in der Verfassung, in dem Gesetz vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie dem Dekret der Wallonischen Region vom 6. November 2008 über die Bekämpfung bestimmter Formen der Diskriminierung und dem Dekret der Französischen Gemeinschaft vom 12. Dezember 2008 über die Bekämpfung bestimmter Formen der Diskriminierung angeführten Grundsätze der Demokratie;

4° zum Zeitpunkt des Einreichens des Anerkennungsantrags wenigstens seit drei Jahren Aktivitäten in Zusammenhang mit dem Hauptzweck ausüben;

5° eine Buchhaltung führen, die die Finanzkontrolle der Zweckbestimmung der Zuschüsse ermöglicht.

Die Regierung kann diesbezüglich einen Kontenplan und besondere Rechnungslegungsvorschriften verlangen;

6° eine Haftpflichtversicherung abschließen, die alle Schäden deckt, die im Rahmen ihrer Tätigkeit, der Tätigkeit ihrer Personalmitglieder oder der ehrenamtlichen Mitglieder, entstehen können."

Art. 11 - In den durch Artikel 8 eingefügten Abschnitt 1 wird ein Artikel D.28-6 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.28-6 - Um als "Föderation" oder als "Netzwerk" anerkannt zu werden, erfüllt die Vereinigung die folgenden zusätzlichen Bedingungen:

1° ihren Mitgliedern oder der Öffentlichkeit Dienste anbieten und pro Jahr wenigstens 30 Aktionen durchführen, die auf den Umweltschutz, die Verbesserung des Zustands der Umwelt, die Umwelterziehung oder die Umweltsensibilisierung auf dem Gebiet der wallonischen Region abzielen und ihren Mitgliedern oder der Öffentlichkeit zugänglich sind;

2° Aufgaben zur Vertretung der Vereinigungen wahrnehmen, insbesondere in den von der Wallonischen Region eingerichteten beratenden Ausschüssen oder Räten;

3° unter ihren Mitgliedern wenigstens 30 Vereinigungen zählen, die auf dem Gebiet der wallonischen Region als aktive Umweltvereinigungen anerkannt sind;

4° Aktionen auf dem gesamten Gebiet der wallonischen Region durchführen."

Art. 12 - In den durch Artikel 8 eingefügten Abschnitt 1 wird ein Artikel D.28-7 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.28-7 - Um als "regionale Vereinigung" anerkannt zu werden, erfüllt die Vereinigung die folgenden zusätzlichen Bedingungen:

1° pro Jahr wenigstens 20 Aktionen durchführen, die auf den Umweltschutz, die Verbesserung des Zustands der Umwelt, die Umwelterziehung oder die Umweltsensibilisierung abzielen und ihren Mitgliedern oder der Öffentlichkeit zugänglich sind;

2° Aktionen auf dem gesamten Gebiet der wallonischen Region durchführen;

3° ihre Aktionen auf eine oder mehrere von der Regierung festgelegte und identifizierbare Themenbereiche ausrichten."

Art. 13 - In den durch Artikel 8 eingefügten Abschnitt 1 wird ein Artikel D.28-8 mit folgendem Wortlaut eingefügt:
 "Art. D.28-8 - Um für die Kategorie "Lokale Vereinigung" anerkannt zu werden, erfüllt die Vereinigung die folgenden Bedingungen:

1° pro Jahr wenigstens 5 Aktionen durchführen, die auf den Umweltschutz, die Verbesserung des Zustands der Umwelt, die Umwelterziehung oder die Umweltsensibilisierung abzielen und ihren Mitgliedern oder der Öffentlichkeit zugänglich sind;

2° Aktionen auf dem Gebiet einer oder mehrerer Gemeinden der wallonischen Region durchführen."

Art. 14 - In Teil III, Titel II/1, Kapitel II desselben Gesetzbuches wird ein Abschnitt 2 mit dem Titel "Verfahren für die Gewährung oder die Erneuerung der Anerkennung" eingefügt.

Art. 15 - In den durch Artikel 14 eingefügten Abschnitt 2 wird ein Artikel D.28-9 mit folgendem Wortlaut eingefügt:
 "Art. D.28-9 - § 1. Die Regierung erkennt als Umweltvereinigung jene Vereinigung an, die die Anerkennung beantragt und die in Abschnitt 1 angeführten Bedingungen erfüllt.

Dieser Anerkennungsantrag kann gemeinsam von mehreren Vereinigungen nach den von der Regierung festgelegten Modalitäten eingereicht werden.

Der Mindestinhalt des Antrags und des Antragsformulars werden von der Regierung festgelegt.

§ 2. Die Regierung beschließt das Verfahren für die Gewährung, die Verweigerung und die Erneuerung der Anerkennung unter Beachtung der folgenden Grundsätze:

1° der Anerkennungsantrag wird über die in Artikel D.28-10 angeführte zentrale Anlaufstelle eingereicht;

2° der Anerkennungsantrag wird im Laufe des ersten Quartals eines jeden Jahres eingereicht;

3° die Regierung bestimmt die erforderlichen vorab einzuholenden Gutachten;

4° die Regierung beschließt entweder, der Vereinigung die Anerkennung für eine Dauer von sechs Jahren zu gewähren, oder diese Anerkennung zu verweigern. Am Ende des dritten Anerkennungsjahres übermittelt die Umweltvereinigung eine ehrenwörtliche Erklärung darüber, dass die Anerkennungsbedingungen weiterhin erfüllt sind;

5° es besteht die Möglichkeit, bei der Regierung eine Beschwerde (ggf. auf Neuüberprüfung) gegen den Beschluss, die Anerkennung zu verweigern, einzureichen.

Die Regierung beschließt für diese Beschwerde die Modalitäten und das Verfahren, das unter anderem die Anhörung der antragstellenden Partei umfasst."

Art. 16 - In den durch Artikel 14 eingefügten Abschnitt 2 wird ein Artikel D.28-10 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.28-10 - Eine computergestützte zentrale Anlaufstelle wird eingerichtet, um die Anträge auf Anerkennung, auf Erneuerung der Anerkennung und auf Bezuschussung der Umweltvereinigungen zu behandeln.

Bei dieser computergestützten zentralen Anlaufstelle gelangen Techniken zum Einsatz, die:

1° die Herkunft und die Integrität des übermittelten Inhalts anhand von geeigneten Sicherungstechniken gewährleisten;

2° ermöglichen, den Absender ordnungsgemäß zu bestimmen und den Zeitpunkt der Übermittlung ordnungsgemäß festzuhalten;

3° vorsehen, dass der Absender gegebenenfalls auf Anfrage einen Nachweis der Hinterlegung und/oder der Übermittlung der Mitteilung an den Empfänger erhält.

Die durch das Zusammenarbeitsabkommen vom 23. Mai 2013 zwischen der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft über die Entwicklung einer gemeinsamen Initiative in Sachen Datenaustausch und über die gemeinsame Verwaltung dieser Initiative eingerichtete Zentrale Datenaustauschbank billigt diese Computertechniken.

Die Mitteilung, die die in Absatz 3 angeführten Bedingungen erfüllt, hat dieselbe Beweiskraft wie ein Einschreibebrief.

Die Regierung ist befugt, die Modalitäten für die Einrichtung einer zentralen Anlaufstelle zu erläutern."

Art. 17 - In Teil III, Titel II/1 desselben Gesetzbuches wird ein Kapitel III mit dem Titel "Strukturelle Bezuschussung der Umweltvereinigungen" eingefügt.

Art. 18 - In das durch Artikel 17 eingefügte Kapitel III wird ein Artikel D.28-11 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.28-11 - § 1. Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel kann die Regierung den Vereinigungen, die als Umweltvereinigungen anerkannt sind und in der Form einer Vereinigung im Sinne des Gesetzes vom 27. Juni 1921 über die Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht, die internationalen Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und die Stiftungen oder in der Form von Unternehmen mit sozialer Zielsetzung im Sinne der Artikel 661 ff. des Gesetzbuches über die Gesellschaften gegründet worden sind, einen mehrjährigen strukturellen Zuschuss gewähren. Die Regierung gründet ihren Beschluss, die Anerkennung zu gewähren oder zu verweigern, auf folgende Kriterien:

1° die Qualität des Umweltaktionsplans oder des koordinierten Umweltaktionsplans;

2° die Abstimmung des beantragten Zuschusses auf den Umweltaktionsplan oder den koordinierten Umweltaktionsplan;

3° die Fähigkeit der Vereinigung, den Umweltaktionsplan auszuführen oder die Fähigkeit der Vereinigungen, den koordinierten Umweltaktionsplan auszuführen.

Die Kriterien für die Gewährung oder die Verweigerung der Anerkennung können von der Regierung ergänzt oder erläutert werden.

§ 2. Der Zuschuss deckt die bei der Umsetzung eines Umweltaktionsplans oder eines koordinierten Umweltaktionsplans entstehenden Funktionskosten. Die Funktionskosten umfassen unter anderem die Kosten für die Einstellung und die Verwaltung des Personals, die Ausbildung, die administrative und buchhalterische Verwaltung, die Kosten für IKT, für die Bewertung, Dokumentation, Logistik, Kommunikation, für Büromaterial sowie für die Erstellung des Tätigkeitsberichts und des allgemeinen Berichts über die Verwirklichung der Ziele.

Der Zuschuss darf keine Funktionskosten decken, die bereits durch einen anderen Zuschuss gedeckt werden.

Der Betrag dieses Zuschusses kann jährlich auf der Grundlage des Indexes der Verbraucherpreise indiziert werden.

Die Regierung legt die Methode für die Berechnung des Zuschusses auf einer pauschalen Grundlage fest."

Art. 19 - In das durch Artikel 17 eingefügte Kapitel III wird ein Artikel D.28-12 mit folgendem Wortlaut eingefügt:
 "Art. D.28-12 - § 1. Die Regierung beschließt das Verfahren für die Gewährung und die Verweigerung des Zuschusses unter Beachtung der folgenden Grundsätze:

1° der Bezuschussungsantrag wird über die in Artikel D.28-10 angeführte zentrale Anlaufstelle eingereicht;

2° der unter Punkt 1° erwähnte Bezuschussungsantrag kann für die als Föderation oder als Netzwerk anerkannte Vereinigung für sie selbst eingereicht werden, oder für die als Umweltvereinigungen anerkannten Vereinigungen, die die Föderation bzw. das Netzwerk bilden, falls diese Vereinigungen ihr Einverständnis gegeben haben;

3° die Regierung bestimmt die erforderlichen vorab einzuholenden Gutachten;

4° die Regierung beschließt entweder, der Vereinigung einen Zuschuss für eine Dauer von drei Jahren zu gewähren, oder ihr diesen Zuschuss zu verweigern;

5° es besteht die Möglichkeit, bei der Regierung eine Beschwerde (ggf. auf Neuüberprüfung) gegen den Beschluss bezüglich der strukturellen Bezuschussung einzureichen.

§ 2. Der Mindestinhalt des Antrags und des Antragsformulars werden von der Regierung unter Beachtung der in den Absätzen 2 bis 5 angeführten Vorschriften festgelegt.

Der Bezuschussungsantrag umfasst einen Umweltaktionsplan. In dem Umweltaktionsplan werden wenigstens die Ziele festgelegt, die die Vereinigung sich für den durch den Zuschuss gedeckten Zeitraum vorgibt. Des Weiteren umfasst der Plan eine Beschreibung der geplanten Aktionen und ihrer Art, einen Zeitplan für die Durchführung der Aktivitäten, eine Verteilung der Aufgaben unter den Personalmitgliedern und einen Haushaltsvoranschlag. Der Inhalt des Umweltaktionsplans kann von der Regierung ergänzt oder erläutert werden.

Der koordinierte Umweltaktionsplan ersetzt den in Absatz 2 angeführten Umweltaktionsplan, wenn die als Föderation oder als Netzwerk anerkannte Vereinigung einen Bezuschussungsantrag auf der Grundlage von Paragraph 1, 2° einreicht.

In dem koordinierten Umweltaktionsplan werden wenigstens die Ziele festgelegt, die auf den Umweltschutz, die Verbesserung des Zustands der Umwelt, die Umwelterziehung und die Umweltsensibilisierung abzielen, die jede durch den Antrag betroffene Vereinigung sich für den durch den Zuschuss gedeckten Zeitraum vorgibt. Des Weiteren umfasst der Plan für jede Vereinigung, die in dem auf der Grundlage von Paragraph 1, 2° eingereichten Bezuschussungsantrag angeführt wird, eine Beschreibung der geplanten Aktionen und ihrer Art, einen Zeitplan für die Durchführung der Aktivitäten, eine Verteilung der Aufgaben unter den Personalmitgliedern und einen Haushaltsvoranschlag.

Der Inhalt des koordinierten Umweltaktionsplans kann von der Regierung ergänzt oder erläutert werden.

In dem Bezuschussungsantrag werden die umweltspezifischen Themenbereiche erläutert, für die der Zuschuss beantragt wird.“

Art. 20 - In das durch Artikel 17 eingefügte Kapitel III wird ein Artikel D.28-13 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. D.28-13 - Die Regierung verabschiedet die Modalitäten für die Auszahlung des mehrjährigen strukturellen Zuschusses, wobei er insbesondere folgendes festlegt:

1° ein erster Teilbetrag von 30% am 1. Januar nach dem Datum der Notifizierung des Beschlusses über die Gewährung des Zuschusses (Jahr n);

2° ein zweiter Teilbetrag von 30% frühestens am 1. Januar des Jahres n+1 und auf der Grundlage eines Tätigkeitsberichts und von Belegen über die Verwendung von 70% des ersten Teilbetrags;

3° ein dritter Teilbetrag von 30% frühestens am 1. Januar des Jahres n+2 und auf der Grundlage eines Tätigkeitsberichts und von Belegen über die Verwendung von 70% der gesamten bereits erhaltenen Beträge;

4° den Saldo, d.h. 10% auf der Grundlage eines allgemeinen Berichts über die Verwirklichung der Ziele, einer für richtig bescheinigten Forderungsanmeldung und einer genauen zusammenfassenden Übersicht der Ausgaben und Einnahmen gemeinsam mit Belegen und Zahlungsbeweisen.

Für die Zuschüsse von weniger als 2.500 EUR werden die Umweltvereinigungen von der Pflicht befreit, die Übermittlung der in den Absätzen 1°, 2° und 3° angeführten Belege und der in Absatz 1, 4° angeführten Belege und Zahlungsbeweise durchzuführen, insofern sie eine ehrenwörtliche Erklärung übermitteln, deren Inhalt von der Regierung festgelegt wird. Die Umweltvereinigung, die ihre Ausgaben im Rahmen einer ehrenwörtlichen Erklärung rechtfertigt, ist verpflichtet, die entsprechenden beweiskräftigen Unterlagen während fünf Jahren aufzubewahren. Die Regierung ist befugt, den vorerwähnten Betrag anzupassen und die Modalitäten dieser Befreiung zu erläutern.“

Art. 21 - In Titel III, Titel II/1 desselben Gesetzbuches wird ein Kapitel IV mit dem Titel “Bewertung und Kontrolle der anerkannten und bezuschussten Vereinigungen und Entzug der Anerkennung oder des Zuschusses” eingefügt.

Art. 22 - In Teil III, Titel II/1, Kapitel IV desselben Gesetzbuches wird ein Abschnitt 1 mit dem Titel “Beurteilung und Kontrolle der anerkannten und bezuschussten Vereinigungen” eingefügt.

Art. 23 - In den durch Artikel 22 eingefügten Abschnitt 1 wird ein Artikel D.28-14 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. D.28-14 - Die Regierung beschließt das Verfahren und die Modalitäten für die Kontrolle der als Umweltvereinigungen anerkannten Vereinigungen, denen im Rahmen des vorliegenden Dekrets ein Zuschuss gewährt wird.

Eine Kontrolle wird alljährlich durchgeführt auf der Grundlage des von der Regierung festgelegten Tätigkeitsberichts und der von der anerkannten und bezuschussten Vereinigung übermittelten Bilanz.

Die Kontrolle betrifft:

1° die Beachtung der allgemeinen und spezifischen Bedingungen für die Anerkennung der als Umweltvereinigung anerkannten Vereinigung, der im Rahmen des vorliegenden Dekrets ein Zuschuss gewährt wird;

2° die Umsetzung des Umweltaktionsplans oder des koordinierten Umweltaktionsplans.“

Art. 24 - In den durch Artikel 22 eingefügten Abschnitt 1 wird ein Artikel D.28-15 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. D.28-15 - Nach Abschluss des Umweltaktionsplans übermittelt die als Umweltvereinigung anerkannte Vereinigung, der im Rahmen des vorliegenden Dekrets ein Zuschuss gewährt wird, der Regierung zur Genehmigung einen allgemeinen Bericht über die Verwirklichung der Ziele, mit dem Zweck, den Umweltaktionsplan zu beurteilen.

Nach Abschluss des koordinierten Umweltaktionsplans übermittelt die als Föderation oder Netzwerk anerkannte Vereinigung, der im Rahmen des vorliegenden Dekrets ein Zuschuss gewährt wird, der Regierung zur Genehmigung einen allgemeinen Bericht über die Verwirklichung der Ziele, mit dem Zweck, den koordinierten Umweltaktionsplan zu beurteilen.

Der allgemeine Bericht über die Verwirklichung der Ziele wird dem Begleitausschuss und dem Wallonischen Institut für die Bewertung, Zukunftsforschung und Statistik übermittelt.

Die Form und die Mindestanforderungen an den Inhalt sowie das Verfahren für die Genehmigung des Berichts werden von der Regierung festgelegt.“

Art. 25 - In Teil III, Titel II/1, Kapitel IV desselben Gesetzbuches wird ein Abschnitt 2 mit dem Titel "Entzug und Aussetzung der Anerkennung oder des Zuschusses" eingefügt.

Art. 26 - In den durch Artikel 25 eingefügten Abschnitt 2 wird ein Artikel D.28-16 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.28-16 - § 1. Stellt die Regierung fest, dass eine Vereinigung die Bedingungen für die Gewährung der Anerkennung oder der Bezuschussung nicht oder nicht mehr beachtet, übermittelt sie der Vereinigung per Einschreiben oder auf jedem anderen Weg, der der Aufgabe und der Zustellung des von der Regierung bestimmten Dokuments ein sicheres Datum verleiht, eine Verwarnung und teilt sie darin die Frist mit, in der die Vereinigung die Bedingungen für die Gewährung der Anerkennung oder der Bezuschussung zu erfüllen hat.

Die Regierung ist befugt, die Gewährung der Zuschüsse für diesen Zeitraum auszusetzen.

Die anerkannte Vereinigung wird aufgefordert, vor jedem Aussetzungsbeschluss ihre Verteidigungsmittel geltend zu machen.

§ 2. Erfüllt die Vereinigung nach Ablauf der vorgesehenen Frist nicht die vorerwähnten Bedingungen, so entzieht die Regierung ihr die Anerkennung oder den Zuschuss. Der Entzug der Anerkennung führt zu dem Entzug des strukturellen Zuschusses unbeschadet des Betrags des bereits ausgezahlten strukturellen Zuschusses. Die anerkannte Vereinigung wird aufgefordert, vor jedem Entzugsbeschluss ihre Verteidigungsmittel geltend zu machen.

Der Beschluss über den Entzug der Anerkennung oder des Zuschusses wird der Vereinigung per Einschreiben mit Rückschein mitgeteilt oder durch jedes sonstige Mittel, der der Aufgabe und der Zustellung des von der Regierung festgelegten Dokuments ein sicheres Datum verleiht. Die Regierung ist befugt, die Modalitäten und das Verfahren für den Entzug zu erläutern."

Art. 27 - In Titel III, Titel II/1 desselben Gesetzbuches wird ein Kapitel V mit dem Titel "Beurteilung und Begleitausschuss" eingefügt.

Art. 28 - In das durch Artikel 27 eingefügte Kapitel V wird ein Artikel D.28-17 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.28-17 - § 1. Das Wallonische Institut für Bewertung, Vorausschau und Statistik wird damit beauftragt, für den Begleitausschuss folgende Aufgaben wahrzunehmen:

1° Indikatoren zur Beurteilung der Umsetzung des Dekrets;

2° eine globale Beurteilung der Umweltaktionspläne und der koordinierten Umweltaktionspläne der als Umweltvereinigungen anerkannten Vereinigungen, denen im Rahmen des vorliegenden Dekrets ein Zuschuss gewährt wird.

Die zur Ausführung dieser Aufgaben erforderlichen Finanzmittel werden in dem in Artikel 17, 2° des Dekrets vom 4. Dezember 2003 zur Einrichtung des "Institut wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique" (Wallonisches Institut für die Bewertung, Zukunftsforschung und Statistik) angeführten Zuschuss berücksichtigt.

§ 2. Bei der Regierung wird ein Begleitausschuss eingerichtet.

Seine Aufgaben bestehen darin, auf der Grundlage der durch das Wallonische Institut für die Bewertung, Zukunftsforschung und Statistik bereitgestellten Hilfsmittel insbesondere:

1° eine globale Beurteilung der Umsetzung des Dekrets durchzuführen;

2° einen Dialog zwischen den im Rahmen des vorliegenden Dekrets beteiligten Parteien aufrecht zu halten;

3° in Eigeninitiative oder auf Anfrage der Regierung jegliche Gutachten, Empfehlungen oder Vorschläge bezüglich der Umsetzung des Dekrets zu formulieren.

Die Regierung ist befugt, die dem Begleitausschuss übertragenen Aufgaben zu ergänzen.

§ 3. Der Begleitausschuss zählt zehn effektive und stellvertretenden Mitglieder sowie fünf Beobachter, die die anerkannten Umweltorganisationen vertreten. Sie werden von der Regierung bezeichnet. Die Mitglieder sind:

1° ein Vertreter der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt, der jeweils für die Themenbereiche Umwelt, Landwirtschaft, Natur und Forsten zuständig ist;

2° ein Vertreter der operativen Generaldirektion Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie, der jeweils für die Themenbereiche Raumordnung und Energie zuständig ist;

3° ein Vertreter der operativen Generaldirektion Mobilität und Wasserwege, der für die Mobilität zuständig ist;

4° ein Vertreter der operativen Generaldirektion Lokale Behörden, Soziale Maßnahmen und Gesundheit, der für den umweltbezogenen Umweltschutz zuständig ist;

5° ein Vertreter der Abteilung Nachhaltige Entwicklung des Generalsekretariats des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

6° ein Vertreter des "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" (Wallonischer Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung);

7° vier Vertreter der akademischen Kreise mit den Fachgebieten Umweltschutz, Verbesserung des Zustands der Umwelt, Umwelterziehung, Umweltsensibilisierung und/oder Management von Vereinigungen.

§ 4. Die Regierung bezeichnet unter den Mitgliedern des Begleitausschusses einen Vorsitzenden und einen stellvertretenden Vorsitzenden.

Die in Paragraph 3, 7° angeführten Beobachter und Mitglieder werden bezeichnet im Anschluss an einen Aufruf an die Öffentlichkeit zur Einreichung von Bewerbungen, der wenigstens drei Monate vor dem Ende der Mandate, die nach den von der Regierung festgelegten Modalitäten zu vergeben sind, veröffentlicht worden ist.

Mitglieder der Abgeordnetenversammlung, des Senats, des Europäischen Parlaments oder eines regionalen oder gemeinschaftlichen Parlaments dürfen nicht als Beobachter bezeichnet werden.

Personen, die durch einen rechtskräftigen Beschluss verurteilt worden sind, oder die Mitglied einer Organisation oder einer Vereinigung sind, die durch einen rechtskräftigen Beschluss verurteilt worden ist wegen Missachtung der in der Konvention zum Schutze der Menschenrechte und Grundfreiheiten, in der Verfassung, in dem Gesetz vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie oder in dem Gesetz vom 23. März 1995 Gesetz vom 23. März 1995 zur Ahndung der Leugnung, Verharmlosung, Rechtfertigung oder Billigung des während des zweiten Weltkriegs vom deutschen nationalsozialistischen Regime verübten Völkermordes angeführten Grundsätze der Demokratie, dürfen nicht als Beobachter bezeichnet werden. Dieses Verbot tritt zehn Jahre nach dem vorgenannten gerichtlichen Beschluss außer Kraft, wenn nachgewiesen werden kann, dass die Person oder Vereinigung öffentlich auf ihre Abneigung gegen die in den im vorigen Absatz genannten Bestimmungen ausgedrückten demokratischen Grundsätze verzichtet hat.

Es tritt ein Jahr nach dem vorgenannten gerichtlichen Beschluss außer Kraft, wenn die Person wegen und sofort nach der Verurteilung der Vereinigung wegen Nichtbeachtung der demokratischen Grundsätze von dieser zurückgetreten ist.

Die Mandatsdauer der Mitglieder und der Beobachter wird auf sechs Jahre festgelegt.

Die Beobachter verfügen über dieselben Dokumente betreffend die Tagungen des Begleitausschusses als die effektiven Mitglieder. Diese Dokumente werden stellvertretenden Mitgliedern und den Beobachtern parallel zu ihrer Übermittlung an die effektiven Mitglieder übermittelt.

Die Beobachter verfügen über eine beratende Stimme.

Die Beobachter haben in Sachen Fahrtkosten gleichermaßen wie die Mitglieder Anspruch auf die Entschädigungen, die kraft des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes für die Bediensteten der Dienststellen der Regierung vorgesehen sind.

Der Mindestinhalt der allgemeinen Geschäftsordnung nach Artikel 2, 19° des Dekrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion kann durch die Regierung ergänzt werden.

§ 5. Der Sitz des Begleitausschusses befindet sich am Sitz der operativen Generaldirektion der Landwirtschaft, der Naturschätze und der Umwelt. Die Sekretariatsführung wird durch die operative Generaldirektion der Landwirtschaft, der Naturschätze und der Umwelt gewährleistet. Die Aufgaben des Sekretariats bestehen insbesondere darin, die Tagungen des Begleitausschusses zu organisieren, den Entwurf des jährlichen Tätigkeitsberichts und den Entwurf einer allgemeinen Geschäftsordnung vorzubereiten.

§ 6. Jedes Jahr übermittelt der Begleitausschuss der Regierung vor dem 30. September einen Tätigkeitsbericht.“.

Art. 29 - In Titel III, Titel II/1 desselben Gesetzbuches wird ein Kapitel VI mit dem Titel "Beurteilung der Bestimmungen von Titel II/1" eingefügt.

Art. 30 - In das durch Artikel 29 eingefügte Kapitel VI wird ein Artikel D.28-18 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.28-18 - Die Regierung führt innerhalb von fünf Jahren ab seinem Inkrafttreten und anschließend alle zehn Jahre eine Beurteilung des vorliegenden Titels durch.

Die Modalitäten dieser Beurteilung werden von der Regierung festgelegt.

Diese Beurteilung wird dem Parlament durch die Regierung übermittelt.

Die Regierung gewährleistet die Veröffentlichung dieser Beurteilung durch ihre Dienststellen.“.

Art. 31 - Artikel 1, 2° des Dekrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion wird durch folgenden Wortlaut ergänzt:

"- der durch das Dekret vom 23. Januar 2014 über die Anerkennung und die Bezuschussung der Umweltvereinigungen und zur Abänderung des Buches I des Umweltgesetzbuches und des Dekrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion eingerichtete Begleitausschuss.“.

Art. 32 - In Artikel 2, 8° desselben Dekrets wird nach dem Wortlaut "der durch das Dekret vom 1. Juli 1993 zur Errichtung eines hohen Rates der Städte, Gemeinden und Provinzen der Wallonischen Region eingerichtet worden ist" der Wortlaut "und auch nicht auf den durch Artikel D28-17, § 2 des Buches I des Umweltgesetzbuches eingerichteten Begleitausschuss" eingefügt.

Art. 33 - Das vorliegende Dekret tritt am von der Regierung bestimmten Datum in Kraft und spätestens am 1. Januar 2015 mit Ausnahme von Artikel 16.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 23. Januar 2014

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst
J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen
A. ANTOINE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien
J.-Cl. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte
P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit
Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe
C. DI ANTONIO

—————
Note

(1) *Sitzungsperiode 2013-2014.*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 925 (2013-2014). Nrn. 1 bis 4

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 22. Januar 2014.

Diskussion.

Abstimmung.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/200854]

23 JANUARI 2014. — Decreet betreffende de erkenning en de subsidiëring van de milieuverenigingen en tot wijziging van Boek I van het Milieuwetboek en van het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In artikel D.25 van Boek I van het Milieuwetboek worden de woorden "artikel 29" vervangen door de woorden "artikel D.28-1".

Art. 2. Artikel D.29 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

"Art. D.28-1. Er wordt een begeleidingscomité opgericht dat moet zorgen voor de samenhang en de evaluatie van de binnen de " CRIE " uitgeoefende activiteiten en dat de Regering advies moet geven in het kader van de erkenningsprocedure.

De samenstelling en de werkingsmodaliteiten van dit comité worden door de Regering bepaald."

Art. 3. In Deel III van hetzelfde Wetboek wordt een titel II/1 ingevoegd met als opschrift "Erkenning en structurele subsidiëring van de milieuverenigingen".

Art. 4. In Deel III, titel II/1, van hetzelfde Wetboek wordt een hoofdstuk I ingevoegd met als opschrift "Algemene bepalingen".

Art. 5. In hoofdstuk I, ingevoegd bij artikel 4, wordt een artikel D.28-2 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. D.28-2. Deze titel beoogt de ontwikkeling van de verenigingsactie op het gebied van de milieubescherming, de verbetering van de staat van het leefmilieu, de milieuopvoeding en de bewustmaking voor het leefmilieu.

Er wordt een systeem voor de erkenning en de structurele subsidiëring van de milieuverenigingen ingevoerd."

Art. 6. In hoofdstuk I, ingevoegd bij artikel 4, wordt een artikel D.28-3 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. D.28-3. In de zin van deze titel wordt verstaan onder :

1° "vereniging" : groepering van natuurlijke of rechtspersonen die niet bestemd is voor de verrijking van haar vennoten;

2° "milieuactieplan" : plan dat het geheel van de door de milieuvereniging overwogen acties bevat en dat de milieubescherming, de verbetering van de staat van het leefmilieu, de milieuopvoeding en de bewustmaking voor het leefmilieu beoogt;

3° "begeleidingscomité" : het overeenkomstig artikel D.28-18 opgerichte begeleidingscomité."

Art. 7. In Deel III, titel II/1, van hetzelfde Wetboek wordt een hoofdstuk II ingevoegd met als opschrift "Erkenning van de milieuverenigingen".

Art. 8. In Deel III, titel II/1, hoofdstuk II, van hetzelfde Wetboek, wordt een afdeling 1 ingevoegd met als opschrift "Voorwaarden betreffende de toekenning of de verlenging van de erkenning".

Art. 9. In afdeling 1, ingevoegd bij artikel 8, wordt een artikel D.28-4 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. D. 28-4. De erkenning wordt voor zes jaar door de Regering toegekend voor één van de volgende categorieën :

1° verbond of net;

2° gewestelijke vereniging;

3° plaatselijke vereniging."

Art. 10. In afdeling 1, ingevoegd bij artikel 8, wordt een artikel D.28-5 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. D. 28-5. Alleen de verenigingen die aan de volgende algemene voorwaarden voldoen, mogen door de Regering erkend worden als milieuvereniging :

1° de milieubescherming, de verbetering van de staat van het leefmilieu, de milieuopvoeding en de bewustmaking voor het leefmilieu als hoofddoel hebben;

2° haar operatiecentrum in België hebben en regelmatig acties uitoefenen die de milieubescherming, de verbetering van de staat van het leefmilieu, de milieuopvoeding en de bewustmaking voor het leefmilieu op het grondgebied van het Waalse Gewest als doel hebben;

3° niet veroordeeld zijn krachtens een in kracht van gewijsde getreden rechterlijke beslissing omdat ze een vijandige houding heeft gehad tegen de democratische principes zoals vermeld in het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, en niet strafrechtelijk veroordeeld zijn krachtens een in kracht van gewijsde getreden rechterlijke beslissing omdat ze de democratische principes heeft overtreden, zoals vermeld in de Grondwet, in de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme en xenofobie ingegeven daden, in het decreet van het Waalse Gewest van 6 november 2008 betreffende de bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie en in het decreet van de Franse Gemeenschap van 12 december 2008 betreffende de bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie;

4° sinds minstens drie jaar actief zijn op het gebied van het hoofddoel op het moment waarop de erkenningsaanvraag wordt ingediend;

5° een boekhouding houden om de financiële controle op de bestemming van de subsidies te waarborgen.

De Regering kan een boekhoudplan en bijzondere boekhoudsregels terzake opleggen.

6° een verzekering burgerlijke aansprakelijkheid aangaan, die het geheel van de schade die uit haar activiteit, uit de activiteit van haar personeel of vrijwilligers kan voortvloeien, dekt."

Art. 11. In afdeling 1, ingevoegd bij artikel 8, wordt een artikel D.28-6 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. D.28-6. Om als "Verbond of Net" erkend te worden, voldoet de vereniging aan de volgende bijkomende voorwaarden :

1° diensten aan haar leden of aan het publiek verlenen en minstens 30 acties per jaar organiseren die de milieubescherming, de verbetering van de staat van het leefmilieu, de milieuopvoeding en de bewustmaking voor het leefmilieu beogen en die voor haar leden of het publiek open zijn;

2° een opdracht ter vertegenwoordiging van de verenigingen uitoefenen, met name in de door het Waalse Gewest opgerichte adviescommissies en -raden;

3° samengesteld zijn uit minstens 30 verenigingen die erkend worden als milieuverenigingen en die actief zijn op het grondgebied van het Waalse Gewest;

4° acties uitoefenen op het hele grondgebied van het Waalse Gewest."

Art. 12. In afdeling 1, ingevoegd bij artikel 8, wordt een artikel D.28-7 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. D.28-7. Om als "gewestelijke vereniging" erkend te worden, voldoet de vereniging aan de volgende bijkomende voorwaarden :

1° minstens 20 acties per jaar organiseren die de milieubescherming, de verbetering van de staat van het leefmilieu, de milieupopvoeding en de bewustmaking voor het leefmilieu beogen en die voor haar leden of het publiek open zijn;

2° acties uitoefenen op het hele grondgebied van het Waalse Gewest;

3° haar acties richten op één of meer identificeerbare thematieken die door de Regering worden bepaald."

Art. 13. Afdeling 1, ingevoegd bij artikel 8, wordt een artikel D.28-8 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. D.28-8. Om als "plaatselijke vereniging" erkend te worden, voldoet de vereniging aan de volgende voorwaarden :

1° minstens 5 acties per jaar organiseren die de milieubescherming, de verbetering van de staat van het leefmilieu, de milieupopvoeding en de bewustmaking voor het leefmilieu beogen en die voor haar leden of het publiek open zijn;

2° acties uitoefenen op het grondgebied van één of verschillende gemeenten van het Waalse Gewest."

Art. 14. In Deel III, titel II/1, hoofdstuk II, van hetzelfde Wetboek, wordt een afdeling 2 ingevoegd met als opschrift "Procedure voor de toekenning of de verlenging van de erkenning".

Art. 15. In afdeling 2, ingevoegd bij artikel 14, wordt een artikel D.28-9 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. D.28-9. § 1. De Regering erkent als milieuvereniging de vereniging die daarom verzoekt en die aan de voorwaarden bedoeld in afdeling 1 voldoet.

Deze erkenningsaanvraag kan volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten gezamenlijk door verschillende verenigingen ingediend worden.

De minimale inhoud van de aanvraag en het aanvraagformulier worden door de Regering bepaald.

§ 2. De Regering bepaalt de procedure voor de toekenning, de weigering en de verlenging van de erkenning met inachtneming van de volgende principes :

1° de erkenningsaanvraag wordt via het in artikel D.28-10 bedoelde eenheidsloket ingediend;

2° de erkenningsaanvraag wordt in de loop van het eerste kwartaal van elk jaar ingediend;

3° de Regering bepaalt de vereiste voorafgaande adviezen;

4° de Regering beslist ofwel een erkenning voor zes jaar toe te kennen aan de vereniging, ofwel de erkenning te weigeren. Na afloop van het derde erkenningsjaar maakt de milieuvereniging een verklaring op erewoord over waaruit blijkt dat de erkenningsvoorwaarden worden gehandhaafd;

5° een beroep, dat in voorkomend geval wordt heroverwogen, wordt tegen de beslissing tot weigering van de erkenning bij de Regering ingesteld.

De Regering bepaalt de modaliteiten en de beroepsprocedure die met name een verhoor van de verzoekende vereniging omvat."

Art. 16. Afdeling 2, ingevoegd bij artikel 14, wordt aangevuld met een artikel D.28-10, luidend als volgt :

"Art. D. 28-10. Een geïnformatiseerd eenheidsloket wordt opgericht om de aanvragen m.b.t. de erkenning van de milieuverenigingen, de verlenging van hun erkenning en hun subsidiëring te beheren.

Het geïnformatiseerd eenheidsloket gebruikt informaticatechnieken die :

1° de oorsprong en de integriteit van de inhoud van de zending waarborgen door middel van aangepaste beveiligingstechnieken;

2° het mogelijk maken om de verzender nauwkeurig te identificeren en om het zendingsmoment nauwkeurig te bepalen;

3° erin voorzien dat de verzender, in voorkomend geval op eigen verzoek, een bewijs van de indiending en/of afgifte van de zending aan de ontvanger ontvangt.

De Kruispuntbank voor de Uitwisseling van Gegevens bedoeld in het samenwerkingsakkoord van 23 mei 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap over het opstarten van een gemeenschappelijk initiatief om gegevens te delen en over het gemeenschappelijk beheer van dit initiatief keurt deze informaticatechnieken goed.

De mededeling die aan de in het derde lid bedoelde voorwaarden voldoet, heeft dezelfde bewijskracht als een aangetekende brief.

De modaliteiten voor de uitvoering van het eenheidsloket kunnen door de Regering nader bepaald worden."

Art. 17. In Deel III, titel II/1, van hetzelfde Wetboek wordt een hoofdstuk II ingevoegd met als opschrift "Structurele subsidiëring van de milieuverenigingen".

Art. 18. In hoofdstuk III, ingevoegd bij artikel 17, wordt een artikel D.28-11 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. D.28-11. § 1. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kan de Regering een meerjarige structurele subsidie toekennen aan de verenigingen die als milieuverenigingen erkend zijn en die opgericht zijn in de vorm van verenigingen in de zin van de wet van 27 juni 1921 over de verenigingen zonder winstgevend oogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen of in de vorm van vennootschappen met een maatschappelijk doel in de zin van de artikelen 661 en volgende van het Wetboek van vennootschappen. De Regering baseert haar beslissing tot toekenning of tot weigering van de toekenning op de volgende criteria :

1° de kwaliteit van het milieuactieplan of van het gecoördineerd milieuactieplan;

2° de overeenstemming van de aangevraagde subsidie met het milieuactieplan of met het gecoördineerd milieuactieplan;

3° de bekwaamheid van de vereniging om het milieuactieplan uit te voeren of de bekwaamheid van de verenigingen om het gecoördineerd milieuactieplan uit te voeren.

De toekennings- of weigeringcriteria kunnen door de Regering aangevuld of nader bepaald worden.

§ 2. De subsidie dekt de werkingskosten gebonden aan de uitvoering van een milieuactieplan of van een gecoördineerd milieuactieplan. De werkingskosten bestaan met name uit kosten inherent aan de aanwerving en het beheer van het personeel, aan de vorming, het bestuur- en boekhoudbeheer, de informaticakosten, de kosten voor de evaluatie, de documentatie, de logistiek, de communicatie, de kantooruitrusting en de opmaking van het activiteitenverslag en van het algemene uitvoeringsverslag.

De subsidie mag geen werkingskosten dekken, die reeds door een andere subsidie gedekt worden.

Het bedrag van die subsidie kan jaarlijks op grond van het indexcijfer van de consumptieprijzen geïndexeerd worden.

De Regering bepaalt de berekeningswijze van de subsidie op een forfaitaire basis."

Art. 19. In hoofdstuk III, ingevoegd bij artikel 17, wordt een artikel D.28-12 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. D.28-12. § 1. De Regering bepaalt de procedure voor de toekenning en de weigering van subsidies met inachtneming van de volgende principes :

1° de subsidieaanvraag wordt via het in artikel D.28-10 bedoelde eenheidsloket ingediend;

2° de in 1° bedoelde subsidieaanvraag kan door de als verbond of net erkende vereniging ingediend worden voor haar zelf alsook voor de als milieuverenigingen erkende verenigingen waaruit ze bestaat, mits de toestemming van laatstgenoemden;

3° de Regering bepaalt de vereiste voorafgaande adviezen;

4° de Regering beslist ofwel een subsidie voor drie jaar aan de vereniging toe te kennen, ofwel de subsidiëring te weigeren;

5° een beroep, dat in voorkomend geval wordt herbeschouwd, wordt tegen de beslissing betreffende de structurele subsidiëring bij de Regering ingesteld.

§ 2. De minimale inhoud van de aanvraag en het aanvraagformulier worden door de Regering bepaald met inachtneming van de bepalingen van de leden 2 tot en met 5.

De subsidieaanvraag omvat een milieuactieplan. Het milieuactieplan identificeert minstens de doelstellingen die de vereniging voor de door de subsidie gedekte periode wil bereiken, en omvat een omschrijving en de aard van de overwogen acties, een kalender van de uitvoering van de activiteiten, een verdeling van de lasten tussen de leden van het personeel en een voorbegroting. De inhoud van het milieuactieplan kan door de Regering nader bepaald en aangevuld worden.

Het gecoördineerde milieuactieplan vervangt het in het tweede lid bedoelde milieuactieplan wanneer een als verbond of net erkende vereniging een subsidieaanvraag krachtens § 1, 2°, indient.

Het gecoördineerde milieuactieplan identificeert minstens de doelstellingen inzake de milieubescherming, de verbetering van de staat van het leefmilieu, de milieupvoeding en de bewustmaking voor het leefmilieu die elke vereniging betrokken bij de aanvraag wil bereiken voor de door de subsidie gedekte periode. Voor elke vereniging betrokken bij de krachtens § 1, 2°, ingediende aanvraag omvat het een omschrijving van de overwogen acties en hun aard, een kalender van de uitvoering van de activiteiten, een verdeling van de lasten tussen de leden van het personeel en een voorbegroting.

De inhoud van het gecoördineerde milieuactieplan kan door de Regering nader bepaald en aangevuld worden

De subsidieaanvraag bepaalt de milieuthematieken waarvoor de subsidie wordt aangevraagd."

Art. 20. In hoofdstuk III, ingevoegd bij artikel 17, wordt een artikel D.28-13 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. D.28-13. De Regering bepaalt de uitbetalingsmodaliteiten van de meerjarige structurele subsidie en voorziet met name in :

1° een eerste schijf van 30 % op 1 januari na de datum van kennisgeving van de beslissing tot toekenning van de subsidies (jaar n);

2° een tweede schijf van 30 % op z'n vroegst op 1 januari van het jaar n+1 en op grond van een activiteitenverslag en van bewijsstukken van het gebruik van 70 % van de eerste schijf;

3° een derde schijf van 30 % op z'n vroegst op 1 januari van het jaar n+2 en op grond van een activiteitenverslag en van bewijsstukken van het gebruik van 70 % van het geheel van het reeds geïnde bedrag;

4° het saldo, namelijk 10 % , op grond van een algemeen uitvoeringsverslag, van een deugdelijk en onvergolden verklaarde schuldvordering, evenals van een juiste staat van inkomsten en uitgaven vergezeld van de bewijsstukken en betalingsbewijzen.

Voor de subsidies kleiner dan 2.500 euro worden de milieuverenigingen vrijgesteld van de overmaking van de in het eerste lid, 2° en 3° bedoelde bewijsstukken en van de in het eerste lid, 4°, bedoelde bewijsstukken en betalingsbewijzen, mits de overmaking van een verklaring op erewoord waarvan de inhoud door de Regering wordt bepaald. De milieuvereniging die haar uitgaven via een verklaring op erewoord rechtvaardigt, is gehouden alle bewijsstukken gedurende vijf jaar te behouden. De Regering wordt ertoe gemachtigd om het bedoelde bedrag aan te passen en de modaliteiten betreffende deze vrijstelling nader te bepalen."

Art. 21. In Deel III, titel II/1, van hetzelfde Wetboek wordt een hoofdstuk IV ingevoegd met als opschrift "Evaluatie van en controle op de erkende en gesubsidieerde verenigingen en intrekking van de erkenning of van de subsidiëring".

Art. 22. In Deel III, titel II/1, hoofdstuk IV, van hetzelfde Wetboek, wordt een afdeling 1 ingevoegd met als opschrift "Evaluatie van en controle op de erkende en gesubsidieerde verenigingen".

Art. 23. Afdeling 1, ingevoegd bij artikel 22, wordt aangevuld met een artikel D.28-14, luidend als volgt :

"Art. D.28-14. De Regering bepaalt de procedure en de modaliteiten betreffende de controle op de verenigingen die als milieuverenigingen erkend zijn en die krachtens dit decreet een subsidie genieten.

Jaarlijks wordt een controle uitgeoefend op basis van het activiteitenverslag zoals bepaald door de Regering en van de boekhoudbalans overgemaakt door de erkende en gesubsidieerde vereniging.

De controle slaat op :

1° de naleving van de algemene en bijzondere erkenningsvoorwaarden door de vereniging die als milieuvereniging wordt erkend en die een subsidie krachtens dit decreet geniet.

2° de uitvoering van het milieuactieplan of van het gecoördineerd milieuactieplan."

Art. 24. Afdeling 1, ingevoegd bij artikel 22, wordt aangevuld met een artikel D.28-15, luidend als volgt :

"Art. D.28-15. Na afloop van het milieuactieplan richt de vereniging die als milieuvereniging wordt erkend en die een subsidie krachtens dit decreet geniet, een algemeen uitvoeringsverslag bestemd voor de evaluatie van het milieuactieplan ter goedkeuring aan de Regering voor.

Na afloop van het gecoördineerd milieuactieplan richt de vereniging die als verbond of net wordt erkend en die een subsidie krachtens dit decreet geniet, een algemeen uitvoeringsverslag bestemd voor de evaluatie van het milieuactieplan ter goedkeuring aan de Regering voor.

Het goedgekeurde algemene uitvoeringsplan wordt aan het Begeleidingscomité en aan het "Institut wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique" (Waals Instituut voor Evaluatie, Toekomstverwachting en Statistiek) overgemaakt.

De vorm en de minimale inhoud van het verslag en de procedure m.b.t. de goedkeuring van het verslag worden door de Regering bepaald."

Art. 25. In Deel III, titel II/1, hoofdstuk IV, van hetzelfde Wetboek, wordt een afdeling 2 ingevoegd met als opschrift "Intrekking en schorsing van de erkenning of van de subsidiëring".

Art. 26. In afdeling 2, ingevoegd bij artikel 25, wordt een artikel D.28-16 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. D.28-16. § 1. Wanneer de Regering vaststelt dat een vereniging de voorwaarden voor de toekenning van de erkenning of de subsidiëring niet of niet meer naleeft, richt ze bij aangetekend schrijven of op elke wijze waarbij een vaststaande datum aan de zending en aan de ontvangst van de door de Regering bepaalde akte wordt verleend, een waarneming aan de vereniging en deelt ze haar de termijn mee waarin ze aan de voorwaarden voor de toekenning van de erkenning of de subsidiëring moet voldoen.

De Regering kan de toekenning van de subsidies tijdens die periode opschorten.

Vóór elke beslissing tot schorsing wordt de erkende vereniging erom verzocht haar verweermiddelen te laten gelden.

§ 2. Indien de vereniging zich na afloop van de voorgeschreven termijn niet heeft aangepast, trekt de Regering de erkenning of de subsidie in. De intrekking van de erkenning heeft de intrekking van de structurele subsidie als gevolg onverminderd het reeds uitbetaalde bedrag van de structurele subsidie. Vóór elke beslissing tot intrekking wordt de erkende vereniging erom verzocht haar verweermiddelen te laten gelden.

De beslissing tot intrekking van de erkenning of van de subsidiëring wordt bij aangetekend schrijven of op elke wijze waarbij een vaststaande datum aan de zending en aan de ontvangst van de akte aan de vereniging meegedeeld. De Regering wordt ertoe gemachtigd om de intrekkingmodaliteiten en -procedure nader te bepalen."

Art. 27. In Deel III, titel II/1, van hetzelfde Wetboek wordt een hoofdstuk V ingevoegd met als opschrift "Evaluatie en Begeleidingscomité".

Art. 28. In hoofdstuk V, ingevoegd bij artikel 27, wordt een artikel D.28-17 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. D.28-17. § 1. Het "Institut wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique" is voor het Begeleidingscomité belast met de uitvoering van :

1° indicatoren inzake de evaluatie van de uitvoering van het decreet;

2° een globale evaluatie van de milieuactieplannen en van de gecoördineerde milieuactieplannen van de verenigingen die als milieuverenigingen erkend zijn en die krachtens dit decreet een subsidie genieten.

De voor die opdracht vereiste financiële middelen worden in aanmerking genomen in de subsidie bedoeld in artikel 17, 2°, van het decreet van 4 december 2003 betreffende de oprichting van het "Institut wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique".

§ 2. Er wordt bij de Regering een begeleidingscomité opgericht.

Op grond van de door het "Institut wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique" geleverde instrumenten wordt dit comité ermee belast :

1° de globale evaluatie van de uitvoering van het decreet uit te voeren;

2° de dialoog aan te gaan tussen de bij het decreet betrokken partijen;

3° op eigen initiatief of op verzoek van de Regering elk advies, aanbeveling of voorstel betreffende de uitvoering van het decreet te formuleren.

De Regering kan de aan het Begeleidingscomité toevertrouwde opdrachten aanvullen.

§ 3. Het Begeleidingscomité telt tien gewone en plaatsvervangende leden alsmede vijf waarnemers die de erkende verenigingen vertegenwoordigen; laatstgenoemden worden door de Regering benoemd. De leden zijn :

1° een vertegenwoordiger van het Operationeel directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu belast met respectievelijk de thematieken leefmilieu, landbouw, natuur en bossen;

2° een vertegenwoordiger van het Operationeel directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie belast met respectievelijk de thematieken ruimtelijke ordening en energie;

3° een vertegenwoordiger van het Operationeel directoraat-generaal Mobiliteit en Waterwegen belast met mobiliteit;

4° een vertegenwoordiger van het Operationeel directoraat-generaal Plaatselijke besturen, Sociale actie belast met milieugezondheid;

5° een vertegenwoordiger van het Departement Duurzame Ontwikkeling binnen het Secretariaat-generaal van de Waalse Overheidsdienst;

6° een vertegenwoordiger van de "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" (Waalse Milieuraad voor Duurzame Ontwikkeling);

7° vier vertegenwoordigers van de academische wereld gespecialiseerd in de milieubescherming, de verbetering van de staat van het leefmilieu, de milieuproductie en de bewustmaking voor het leefmilieu.

§ 4. De Regering wijst een voorzitter en een ondervoorzitter onder de leden van het Begeleidingscomité.

De in § 3, 7°, bedoelde waarnemers en leden worden aangewezen na een openbare oproep tot de kandidaten die minstens drie maanden vóór de vervaldatum van de te bekleden mandaten volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten gelanceerd wordt.

Niemand mag als waarnemer aangewezen worden, indien hij lid is van de Kamer van Vertegenwoordigers, van de Senaat, het Europees Parlement of één van de gewestelijke en gemeenschappelijke parlementen.

Niemand mag als waarnemer aangewezen worden indien hij veroordeeld is of lid is van een organisme of vereniging veroordeeld krachtens een in kracht van gewijsde getreden rechterlijke beslissing wegens niet-naleving van de democratische principes zoals vermeld in het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, in de Grondwet, in de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme en xenofobie ingegeven daden, of in de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de Tweede Wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd. Dit verbod houdt op tien jaar na de beslissing van bovenvermelde rechterlijke beslissing, als kan worden bewezen dat de vereniging publiekelijk afgezien heeft van haar vijandige houding tegen de democratische principes verwoord in de in het vorige lid bedoelde bepalingen.

Het houdt op 1 jaar na de beslissing van bovenvermelde rechterlijke beslissing, als de persoon uitgetreden is uit de vereniging wegens en onmiddellijk na de veroordeling van laatstgenoemde voor niet-naleving van de democratische principes.

De duur van het mandaat van de leden en van de waarnemers wordt op zes jaar bepaald.

De waarnemers beschikken over dezelfde stukken m.b.t. de vergaderingen van het Begeleidingscomité als de gewone leden. Die stukken worden gelijktijdig aan de plaatsvervangende leden, de waarnemers en aan de gewone leden toegestuurd.

De waarnemers hebben een raadgevende stem.

Wat betreft de reiskosten, genieten de waarnemers, net zoals de leden, de vergoedingen die krachtens de Waalse Ambtenarencode voor de personeelsleden van de Regeringsdiensten voorzien zijn.

De minimale inhoud van het huishoudelijk reglement, zoals bepaald in artikel 2, 19°, van het decreet van 6 november 2008 tot rationalisering van de adviesfunctie, kan door de Regering aangevuld worden.

§ 5. Het begeleidingscomité wordt gevestigd op de zetel van het Operationeel directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu. Het secretariaat wordt waargenomen door het Operationeel directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu en wordt er met name mee belast de vergaderingen van het Begeleidingscomité te organiseren, een ontwerp van jaarlijks activiteitenverslag en een ontwerp van huishoudelijk reglement voor te bereiden.

§ 6. Jaarlijks richt het Begeleidingscomité vóór 30 september een activiteitenverslag aan de Regering.”.

Art. 29. In Deel III, titel II/1, van hetzelfde Wetboek wordt een hoofdstuk VI ingevoegd met als opschrift "Evaluatie van de bepalingen van titel II/I".

Art. 30. In hoofdstuk VI, ingevoegd bij artikel 29, wordt een artikel D.28-18 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. D.28-18. De Regering gaat tot een evaluatie van deze titel binnen vijf jaar na zijn inwerkingtreding en daarna om de tien jaar over.

De modaliteiten van deze evaluatie worden door de Regering bepaald.

Deze evaluatie wordt door de Regering aan het Parlement meegedeeld.

De Regering zorgt via haar diensten voor de bekendmaking van deze evaluatie.”.

Art. 31. Artikel 1, 2°, van het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie wordt aangevuld als volgt :

"- het Begeleidingscomité ingesteld bij het decreet van 23 januari 2014 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de milieuverenigingen en tot wijziging van Boek I van het Milieuwetboek.”.

Art. 32. In artikel 2, 8°, van hetzelfde decreet worden de woorden "en op het Begeleidingscomité ingesteld bij artikel D28-17, § 2, van Boek I van het Milieuwetboek" toegevoegd na de woorden "decreet van 1 juli 1993 tot oprichting van een Hoge Raad voor Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest”.

Art. 33. Dit decreet treedt in werking op een door de Regering bepaalde datum en uiterlijk op 1 januari 2015 met uitzondering van artikel 16.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 23 januari 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

—
Nota

(1) *Zitting 2013-2014.*

Stukken van het Waals Parlement, 925 (2013-2014). Nrs 1 tot 4.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 22 januari 2014.

Bespreking.

Stemming.